

**Israël - Territoires palestiniens -
Réponse de M. Jean-Yves Le Drian,
ministre de l'Europe et des affaires
étrangères, à une question au
gouvernement à l'Assemblée
nationale**
(Paris, 15 mai 2018)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Vous l'avez rappelé, les violences à Gaza ont atteint un nouveau palier hier, avec près de 60 morts parmi les manifestants palestiniens, des mineurs parmi eux, 2.700 blessés dont beaucoup par balles. C'est la journée la plus meurtrière à Gaza depuis longtemps. La France, Monsieur le Député, a fortement et fermement condamné ces agissements. Elle a rappelé les autorités israéliennes à leur devoir qui est de protéger les civils, le président de la République le redira aujourd'hui à M. Netanyahu.

Nous sommes attachés à la sécurité d'Israël, je l'ai déjà dit à plusieurs reprises ici dans cet hémicycle, mais la sécurité d'Israël ne saurait justifier ce niveau de violence. Je veux dire également ici que les palestiniens aussi ont droit à la paix et à la sécurité.

La France a redit aussi hier, par la voix du président de la République, le droit des palestiniens à manifester pacifiquement, c'est un droit fondamental. Mais il faut rappeler le contexte, vous l'avez évoqué, il y a d'abord la situation de blocus qui existe à Gaza et qui fait que cette zone est en situation humanitaire catastrophique. Il faut ouvrir une discussion, déjà pour débloquer cette situation, et permettre à l'action humanitaire de se déployer, y compris par l'initiative européenne. Par ailleurs, il faut faire en sorte qu'il y ait une procédure de négociations, seule procédure permettant d'aboutir à la coexistence de deux Etats dans des frontières sûres et sécurisées de part et d'autres.

Voilà la position de la France, mais c'est notre position depuis très longtemps, il importe aujourd'hui de le rappeler./.